

IDÉES



STÉPHANE DE SAKUTIN AGENCE FRANCE-PRESSE

Cinq pays, dont l'Afrique du Sud, comptent pour la moitié du PIB de l'Afrique. Ci-dessus: Johannesburg, la métropole de ce pays.

L'afro-optimisme ambiant doit être tempéré

Plusieurs signes sont encourageants, mais le poids de l'économie du continent demeure presque inchangé, tout comme sa structure

KHALID ADNANE

Économiste à l'école de politique appliquée, Université de Sherbrooke

Depuis quelques années, on assiste à une situation plutôt particulière: des travailleurs portugais qui immigreront en Angola (pays d'Afrique et ancienne colonie portugaise) pour y trouver du travail et espérer avoir, enfin, un peu plus de prospérité que ce qu'ils trouvent ces temps-ci chez eux, en Europe. Ce fait, parmi tant d'autres, traduit bien cette euphorie qui s'est emparée de l'Afrique et qui laisse croire que le continent est enfin en train de réussir son décollage économique. Mais le pari est loin d'être gagné!

Il est vrai que, depuis quelques années, l'heure est à l'afro-optimisme. Plusieurs journaux et magazines ont publié des articles sur les avancées en Afrique et sur les potentialités que représente le continent africain sur le plan économique. *The Economist* et *le Time Magazine* lui ont même consacré, chacun à son tour, une édition spéciale intitulée «Africa Rising». Et, il y a à peine un mois, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait organisé à Paris un forum international sur l'élan économique du continent africain.

Cet optimisme se comprend. Si on exclut l'épisode négatif relatif à la crise financière de 2008, l'économie africaine se porte très bien. Depuis 2000, son PIB affiche, en moyenne, un taux annuel de croissance d'environ 5%, si bien qu'il a plus que doublé pour se situer aujourd'hui à près de 3500 milliards de dollars. Pendant cette période, le revenu *per capita* a lui aussi enregistré une hausse substantielle, passant de 2000\$ à environ 3200\$ (OCDE: 2013). Par ailleurs, ses ressources minières et énergétiques (pétrole et gaz) sont devenues un moteur de développement majeur dans cette croissance et font l'objet de toutes les convoitises, aussi bien de la part des puissances industrielles occidentales que de la part des puissances émergentes.

De plus, sur le plan de la demande intérieure, on assiste à l'émergence d'une nouvelle « classe

moyenne », de plus en plus urbaine, avide de consommation de biens et de services de toutes sortes. Par exemple, dans le domaine des communications, les ventes de téléphones mobiles fracassent des records et témoignent de cette effervescence qui traverse le continent.

Revers de la médaille

Mais, derrière ce beau tableau et ces progrès, quelques ombres demeurent. En effet, malgré cette croissance observée, le poids économique du continent africain demeure presque inchangé depuis une dizaine d'années: l'Afrique représente à peine 4% de l'économie mondiale et 3% des exportations mondiales (FMI: 2013). De plus, rappelons que l'élan économique des dernières années est largement dopé par les exportations des matières premières et des produits énergétiques, notamment à destination des pays asiatiques, la Chine et l'Inde en premier. À titre d'exemple, des analyses faites par le FMI en 2010 établissaient qu'un point de croissance chinoise créait environ 0,4 point de croissance en Afrique: c'est considérable. Cela veut dire que la transformation structurelle des économies africaines n'a toujours pas eu lieu, comme ce fut le cas, par exemple, en Asie. Autrement dit, l'Afrique n'a pas atténué sa dépendance vis-à-vis de ses ressources extractives et encore moins envers l'extérieur.

Sur le chapitre des apports financiers privés, notamment les investissements directs à l'étranger (IDE), le bilan est, encore une fois, mitigé. Les IDE ont certes connu une certaine hausse depuis quelques années, passant de 43 milliards de dollars en 2010 à 56,6 milliards de dollars en 2013. Cependant, pendant cette même période, les apports publics en matière d'aide au développement et de transferts d'immigrants ont augmenté plus vite. Ces derniers, à eux seuls, représentent plus du quart de tous les apports financiers privés, soit 10 milliards de dollars de plus que l'ensemble des IDE.

Prospérité: vraiment?

Enfin, cette prospérité nouvelle ne s'est pas généralisée partout en Afrique, et même pas à l'intérieur des pays qui connaissent un véritable envol économique. D'une part, les trajectoires sont très différenciées d'un groupe de pays à un autre: les

pays ayant des dotations minières ou énergétiques prisées s'en sortent très bien et les autres, encore confinés dans la spécialisation primaire, notamment celle des produits agricoles, se trouvent carrément à l'écart de cette belle aventure. Il n'est donc pas étonnant que seuls cinq pays (l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Égypte et le Nigeria) représentent plus de la moitié de l'ensemble du PIB du continent qui en compte une cinquantaine.

D'autre part, à l'intérieur même des pays qui traversent cette belle période de prospérité, celle-ci n'arrive pas à se matérialiser dans l'ensemble du tissu social. À preuve, lorsqu'on jette un coup d'œil au coefficient de Gini (indice statistique qui mesure les inégalités dans une société) en Afrique, celui-ci se situe à des niveaux pour le moins alarmants, et ce, particulièrement dans les pays les plus prospères d'Afrique: 63 en Afrique du Sud, 58 en Angola et 49 au Nigeria. On est loin du 40 qu'affichent les États-Unis, pays souvent étiqueté comme inégalitaire, et encore plus du 25 qu'affiche la Suède, pays modèle en matière de redistribution de la richesse. Enfin, l'Afrique fait encore face à des défis énormes sur les plans de l'éducation, de la santé, de la gouvernance et de l'environnement. Dans une enquête récente, menée par l'Afrobarometer Research Project auprès de 51 605 répondants provenant de 34 pays, 20% affirmaient manquer souvent de nourriture, d'eau potable et de soins médicaux, plus de 50% attestaient vivre ces situations de pénuries au moins à quelques occasions chaque année et plus des trois quarts estimaient que leur gouvernement est inapte à améliorer la situation de leur pays.

Scepticisme légitime

En ce sens, entre cet afro-optimisme à la mode, qui désigne ce siècle comme étant celui de l'Afrique, et l'afro-pessimisme qui a régné pendant trop longtemps, il y a un moyen de trouver un juste équilibre et une dose de réalisme. Et ça, les Africains sont les premiers à le savoir. Ils sont conscients que leur continent change et avance, mais ils se gardent de trop pavoiser. Car, au début de combien de décennies on leur a fait miroiter qu'une ère de prospérité allait commencer, avant de leur annoncer quelques années plus tard que c'était, encore une fois, une décennie perdue...

Le service après-vente



DAVID DESJARDINS

Ce sera une chronique en petits morceaux, objet composite où se retrouvent des sautes d'humeur, du courrier de lecteurs, des coups d'œil dans le rétroviseur. Mais pas d'autres rimes que celles de la phrase précédente, c'est promis.

Musique jetable

Il faut avoir moins de 30 ans pour ne pas mesurer à quel point le gala de l'ADISQ s'est pris en main. L'étonnante victoire de Louis-Jean Cormier et les multiples nominations de l'extraterrestre Keith Kouna suffisent à prouver que ce qui fut autrefois la célébration d'une industrie moribonde est en bonne voie de devenir le triomphe d'un art vivant.

Sinon? Je me suis un peu engeulé avec des gens qui reprochaient que j'aie candidement avoué sur les réseaux sociaux n'avoir jamais entendu la chanson de Marc Dupré avant qu'elle ne remporte le prix du public. En fait, on me reprochait de m'en vanter. Ce qui n'était pas le cas, jusqu'à ce que je me rende compte du triomphe que constitue chaque petite victoire contre la machine à nous enfoncer des produits dans la gorge. Des tonnes, des pizzas, des chars. Peu importe.

Comme cette chanson. Pop nanane, pas bien pire qu'une autre, cependant enrobée d'arrangements qui servent de lubrifiant pour que ça passe encore mieux. Ces voix réverbérées, ces murs de guitares rock consensuelles et l'ensemble parfaitement compressé rendent cette proposition pareille à mille autres, toutes prêtes pour les radios débiles qui les jouent en boucle.

Des chansons tellement semblables que, deux minutes après avoir entendu celle-là, le soir du gala, elle s'était fondue dans le magma de la pop à usage unique et j'en avais oublié jusqu'aux contours. Son titre aussi. Dans quelques mois, tout le monde aura fait pareil.

Montréal, bis

Un lecteur déplore que, dans ma chronique sur Montréal, j'aie également écorché tous les prétendants à la mairie de la métropole, auxquels je reprochais qu'ils entretenaient plus d'ambitions pour eux-mêmes que pour leur ville. Comme si c'était ma faute. Comme si c'était moi qui étais aussi brutalement buté que Bergeron. Comme si j'étais aussi vain que Coderre et vide que Joly. Comme si c'était ma faute si Côté est un fantôme.

Mardi, la météo conspirait pour faire oublier les quatre années d'ennui à venir. Septembre rendait visite à novembre. Je suis parti courir depuis mon hôtel, angle Sherbrooke et du Parc, me suis glissé derrière le stade Molson, et j'ai emprunté le sentier Olmstead jusque tout en haut. Je maintiens un rythme tolérable, songeant au portrait que j'avais fait de la métropole quelques semaines plus tôt. Les maisons de millionnaires défilaient sous mes yeux, encadrées par les dernières feuilles de l'automne. Puis les sirènes de la police, des pompiers et des ambulances se sont mises à hurler en même temps pour rappeler que cette beauté n'est qu'une enclave au milieu du monde qui souffre.

Naïf, moi?

Le blogue de la Clique du plateau posait quelques questions intéressantes à propos de la campagne électorale de Québec. À commencer par l'inconfortable biais de certains journalistes de Québec et d'animateurs de radio bien trop contents de danser sur le cadavre politique de David Melin, l'opposant de Régis Labeaume dont *Le Journal de Québec* venait d'exhumer le passé judiciaire. Je lisais en me disant que la Clique délire un peu, dans la mesure où elle imagine des complots là où il y a surtout une communion d'esprits et d'affaires (la droite, la morale, l'amphithéâtre). À moins que ce soit moi qui sois naïf, et que ce soit la même chose?

La vérité

Vous écrivez une chronique en vous disant qu'elle va passer dans le beurre. Et puis c'est le contraire qui se produit. Les courriers vous tombent dessus à la tonne, des blogueurs parlent de vous. Comme avec la plus récente, sur le recul de la science devant le contre-savoir que propage le Web. Mais aussi les médias traditionnels, m'a-t-on fait remarquer. Je veux bien.

Comme si c'était pas suffisant, la science elle-même nous niaise. Dans les biotechnologies, la vaste majorité des études considérées comme étant capitales se révèlent finalement erronées. Ce sont des géants comme Bayer et Amgen qui le déplorent, dans les pages de *The Economist* («How science goes wrong»), qui expose comment le carriérisme et autres plaies du genre minent le savoir, mais surtout la crédibilité des scientifiques qui sont prêts à maintes entorses éthiques pour être publiés. On ne peut plus faire confiance à personne, vraiment. Sauf aux paranoïaques.

Il n'a fallu que quelques heures entre la publication de ma chronique et le premier courrier d'un lecteur me racontant que c'est par le Web qu'il avait pu s'informer de la «vérité» concernant les attentats contre les tours du World Trade Center.

Au cas où vous vous le demandez: non, ce n'était pas Richard Bergeron.

Les « explications » insatisfaisantes d'Enbridge

NICOLAS SOUMIS

Ph. D., sciences de l'environnement

Dans *Le Devoir* du 7 novembre 2013, Al Monaco, président et chef de la direction d'Enbridge, explique sa vision des choses, à savoir qu'énergie et environnement sont les deux côtés d'une même médaille. Cette réconciliation faite, il tente de rassurer la population en détaillant les moyens technologiques récemment adoptés par l'entreprise pour surveiller l'état de ses pipelines et contrer les risques de déversement. Alors que M. Monaco reconnaît qu'il ne suffit plus de brandir quelques promesses d'emplois et de retombées économiques pour que l'industrie pétrolière puisse s'assurer l'appui d'une population davantage en quête de garanties de sûreté, sa tentative de nous rassurer fait malheureusement chou blanc.

Rappelons qu'entre 2000 et 2010, Enbridge a déversé dans l'environnement près de 21 millions de litres d'hydrocarbures (131 835 barils) au cours d'un total de 690 incidents (de 34 à 89

par année). Pour nous rassurer — et peut-être pour nous aider à oublier ce lourd passé —, M. Monaco explique que, dans les trois dernières années, son entreprise a eu recours à des technologies de pointe pour renforcer la sûreté de ses pipelines. Elle a notamment recours à l'imagerie médicale pour inspecter ses canalisations. Afin de déterminer les tracés les plus sécuritaires de ses pipelines, elle se sert également d'une technologie similaire à celle utilisée par la NASA pour cartographier la surface de Mars.

Nous sommes d'abord tentés de nous demander pourquoi Enbridge a attendu aussi longtemps avant de se dire qu'il était peut-être temps de mieux protéger l'environnement. Ensuite, il est pertinent de nous demander si les nouvelles technologies vantées par M. Monaco constituent bel et bien une garantie de sûreté accrue. La réponse à cette dernière question est plutôt décevante si nous considérons le bilan d'incidents d'Enbridge pour 2011, seule année où ces technologies de pointe ont été employées et pour laquelle il est possible d'obtenir des données. Si, au cours de 2011, le volume

d'hydrocarbures déversés (363 127 litres) est environ cinq fois moindre que le volume moyen déversé annuellement entre 2000 et 2010 (1,9 million de litres), les incidents, qui se chiffrent à 58, sont au moins aussi nombreux que lors de certaines années précédentes, et ce, pour un volume total transporté relativement inchangé.

Lorsqu'ils sont étudiés à la lumière de ces statistiques annuelles de déversement, les propos de M. Monaco ne sont décidément pas rassurants. Ils suggèrent plutôt que le transport d'hydrocarbures par pipeline demeure une activité dangereuse, peu importe les technologies de surveillance employées par l'industrie pétrolière — si impressionnantes soient-elles.

Sortir du sophisme consacrant la technologie comme panacée aux risques industriels, renforcer les règlements qui encadrent l'industrie pétrolière et se débarrasser graduellement de l'emprise du pétrole seraient probablement de meilleurs moyens de réduire drastiquement ou d'éliminer le nombre de déversements. Espérons que M. Monaco en prendra bonne note.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); **information générale**: Isabelle Paré (chef de division), Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Karl Rettino-Parazelli (reporters); **information politique**: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dufresne et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Fortier (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgaill-Côté (reporter); **information culturelle**: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); **information économique**: Gérard Bérubé (chef de division), Marco Bélaïr-Cirino, François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); **information internationale**: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre), Sophie Chartier et Geneviève Tremblay (assistantes); **correction**: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis). **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérrer (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ** Elyse Ben M'rad, Claire Breton (superviseuse), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais, (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire). **PRODUCTION** Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin et Nathalie Zernakis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur web), Imane Bouchchar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Danielle Cantara, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Veronique Pagé.